

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (CHIFFRES D'AFFAIRES ET SITUATIONS TRIMESTRIELLES)

SETFORGE

Société anonyme au capital de 11 396 220 €
Siège social : 41, avenue Berthelot, 42152 L'Horme.
433 926 482 R.C.S. Saint-Etienne - APE : 7010 Z.
(Exercice social : du 1^{er} janvier au 31 décembre)

Chiffre d'affaires consolidés comparés

(En Millions d'euros)	2007	2008 (Hors activité cédée)	2008 (Activité cédée incluse)
1 ^{er} Trimestre	31,95	32,10	35,45
2 ^{ème} Trimestre	30,89	34,11	35,27
3 ^{ème} Trimestre	25,79	25,12	25,12
4 ^{ème} Trimestre	32,18	21,47	21,47
Total	120,81	112,80	117,31

Il est rappelé que l'établissement de Crézancy ayant été vendu au 1^{er} mai 2008 en application de la norme IFRS 5, le chiffre d'affaires au titre de l'exercice 2008 exclut les ventes relatives à ce site.

Activité

Conformément à ce qui avait été annoncé dans notre dernier point d'activité du 9 décembre 2008, le chiffre d'affaires du 4^{ème} trimestre est en très nette dégradation et accuse une baisse de 33 % par rapport à la même période en 2007.

A iso périmètre, c'est à dire hors la cession de l'établissement de Crézancy, la baisse aurait été limitée à 24 %.

En cumul, le chiffre d'affaire de l'exercice 2008 est en recul de 6,6 % par rapport à 2007, en raison, principalement, de la crise qui touche fortement l'industrie et de la cession du site de Crézancy. A iso périmètre, le chiffre d'affaires de l'exercice aurait progressé de 5,8 %, bénéficiant de la hausse répercutée des matières premières.

Perspectives

Tel qu'annoncé le 8 janvier 2009, en raison de la très forte baisse d'activité subie en novembre et décembre 2008, laquelle se prolonge sur le premier trimestre 2009, et dans un climat de très faible visibilité, le groupe SETFORGE a, à sa demande, été placé par le Tribunal de Commerce de Saint-Etienne (Loire) en redressement judiciaire, sa filiale Setforge L'Horme étant placée en liquidation judiciaire avec poursuite d'activité.

La mise sous protection de la Loi vise à garantir la poursuite de l'activité de l'ensemble des filiales du groupe et permet d'attirer, dans un délai court fixé par le Tribunal, des offres de repreneurs potentiels capables de proposer un vrai projet industriel (la date limite des offres est fixée au 10 février 2009).

0900595